



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA CULTURE

**A R R E T E N°2001 / 52**  
**COMPLETANT L'ARRETE N° 2000 / 375 DU 18 JUILLET 2000**  
**PRESCRIVANT L'ELABORATION D'UN PLAN DE PREVENTION**  
**DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INONDATIONS DANS**  
**LA VALLEE DE LA MEUSE,**  
**DE CHALANDRY-ELAIRE A BAZEILLES**

**Le Préfet des Ardennes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, et notamment ses articles 40.1 à 40.7,

VU le décret modifié n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services de l'Etat dans les départements,

VU le décret modifié n° 92-218 du 4 mars 1992 portant approbation du plan des surfaces submersibles et déterminant les dispositions techniques applicables pour la section de la vallée de la Meuse située dans le département des Ardennes,

VU le décret modifié n° 92.604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

VU le décret n° 95.1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU l'arrêté préfectoral n° 2000/375 du 18 juillet 2000 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations dans la Vallée de la Meuse de Chalandry-Elaire à Bazeilles,

VU l'arrêté préfectoral n° 2000/417 du 1<sup>er</sup> septembre 2000 donnant délégation de signature à M. Michel BERNARD, Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,

Considérant les crues exceptionnelles de la Meuse qui se sont produites en 1993 et janvier 1995,

Considérant de ce fait la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation de l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition à un risque naturel d'inondations,

SUR proposition du Directeur départemental de l'Equipement,

### ARRETE

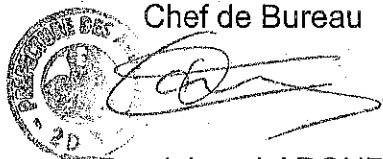
**Article 1<sup>er</sup>** : Il convient d'ajouter à la liste des communes concernées par le plan de prévention des risques Meuse Amont figurant à l'article 2 de l'arrêté du 18 juillet 2000, la commune de GLAIRE.

**Article 2** : La suite de l'arrêté susvisé reste sans changement.

**Article 3** : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes et le Sous-Préfet de Sedan sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la commune de GLAIRE, ainsi qu'à M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur départemental de l'Equipement, Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Melle le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est, et qui sera par ailleurs inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des Services déconcentrés de l'Etat.

Charleville-Mézières, le 23 février 2001

Pour ampliation  
L'Attaché de Préfecture  
Chef de Bureau



Dominique LARONDE

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Signé : Michel BERNARD.